

UKŁAD
MIĘDZY RZĄDEM POLSKIEJ RZECZYPOSPOLITEJ
LUDOWEJ
A
RZĄDEM KRÓLESTWA HOLANDII
DOTYCZĄCY
ODSZKODOWANIA ZA NIEKTÓRE INTERESY HOLENDERSKIE
W POLSCE.

A C C O R D

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE
DE POLOGNE ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DES
PAYS-BAS CONCERNANT L'INDEMNISATION DE CERTAINS
INTERETS NEERLANDAIS EN POLOGNE.

Le Gouvernement de la République Populaire
de Pologne et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,
Désireux de régler certains problèmes financiers entre
leurs pays, Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

Le Gouvernement polonais paiera au Gouvernement néerlandais
un montant fixé à 9.950.000 florins néerlandais, à titre
de règlement global et forfaitaire :

- a - des indemnités pour les biens, droits et intérêts
néerlandais touchés par la législation polonaise de
nationalisation ou de caractère similaire et par les
mesures qui en découlent, promulguées ou prises avant
la signature du présent Accord, /qualifiées ci-après
comme "les mesures polonaises"/;
- b - des créances néerlandaises contre des personnes physiques
ou morales en Pologne dont les biens ont été touchés par
les mesures polonaises;
- c - des créances néerlandaises contre l'Etat polonais non
incorporées dans des titres d'emprunts publics;
- d - des obligations d'emprunts publics polonais et autres
obligations d'emprunts polonais émises avant 1939,
libellées en florins néerlandais ou livres sterling,
appartenant le 1 septembre 1939 et à la date de la
signature du présent Accord à des personnes physiques
ou morales néerlandaises.

./.

Article 2

1. Sont considérés comme biens, droits et intérêts néerlandais, aux termes du présent Accord, les biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques ou morales néerlandaises ayant ce statut à la date des mesures polonaises qui ont touché leurs biens, droits et intérêts ainsi qu'à la date de la signature du présent Accord.
2. Sont considérées comme créances néerlandaises, aux termes du présent Accord, les créances nées avant le 9 mai 1945 et appartenant à cette date et à la date de la signature du présent Accord, à des personnes physiques ou morales néerlandaises.
3. Le présent Accord ne concerne pas les avoirs et comptes en banque appartenant à des personnes physiques ou morales néerlandaises.

Article 3

1. Le règlement du montant prévu à l'article premier sera effectué par des versements annuels en florins néerlandais.
2. Chaque versement annuel correspondra à un pourcentage échelonné des paiements nets, frais et services exclus, excédant dix-huit millions de florins, effectués au cours de l'année civile précédente, en florins néerlandais ou en monnaies convertibles, sur l'ordre de résidents du Royaume des Pays-Bas en règlement d'exportations polonaises à destination dudit Royaume, à savoir :
 - cinq pour cent sur la tranche du montant total annuel des paiements nets comprise entre dix-huit et cinquante millions de florins néerlandais;
 - huit pour cent sur le montant total annuel des paiements nets qui excède cinquante millions de florins néerlandais.
3. Les versements annuels s'effectueront sur l'ordre du Gouvernement polonais par la Narodowy Bank Polski sur la base des

données fournies par la Nederlandsche Bank à la Narodowy Bank Polski et dans les trois mois après la présentation desdites données.

4. Les versements annuels seront portés au crédit d'un compte en florins néerlandais dénommé "Indemnisation-Pologne" qui sera ouvert sur les livres de la Nederlandsche Bank au nom du Gouvernement néerlandais.
5. Le premier versement à effectuer couvrira la période du premier janvier au trente et un décembre mil neuf cent soixante trois.
6. Le dernier versement représentera la différence entre le montant total à payer en vertu de l'article premier et le total des versements déjà effectués.

Article 4

1. Le règlement intégral par le Gouvernement polonais du montant global et forfaitaire mentionné à l'article premier aura effet libératoire, en ce qui concerne la totalité des prétentions néerlandaises visées à l'article précité tant pour l'Etat polonais que pour toutes personnes physiques ou morales polonaises.
2. Le Gouvernement néerlandais s'engage à ne pas appuyer ou faire valoir auprès du Gouvernement polonais, les prétentions réglées par le présent Accord.

Article 5

1. Après paiement intégral du montant global et forfaitaire mentionné à l'article premier, le Gouvernement polonais sera mis en possession des titres représentatifs des prétentions néerlandaises réglées par le présent Accord.
2. Dans le cas où le Gouvernement néerlandais serait dans l'impossibilité de fournir les titres mentionnés à l'alinéa précédent, le Gouvernement polonais recevra un document libératoire approprié, signé par l'ayant droit ou les ayants droits intéressés.

3. Le Gouvernement polonais considérera comme définitivement réglées toutes les prétentions polonaises de droit public envers tous les intéressés néerlandais, pour autant qu'elles se rapportent aux prétentions réglées par le présent Accord. En particulier, les intéressés néerlandais seront définitivement dégagés de toute obligation fiscale résultant de dispositions légales ou réglementaires polonaises et se rapportant tant aux biens et intérêts qui ont fait l'objet des mesures polonaises, qu'aux indemnités qui leur reviennent du chef de l'application de ces mesures. Le montant global et forfaitaire est, en outre, payé net de tous impôts ou charges futurs polonais.
4. Le Gouvernement polonais ne pourra plus faire valoir les prétentions polonaises de droit public mentionnées à l'alinéa 3 du présent article.
5. Les propriétaires antérieurs néerlandais d'entreprises ou d'immeubles, qui ont été l'objet des mesures polonaises, sont libérés de toute obligation née antérieurement à celles-ci et qui incombe à ces entreprises ou grève ces immeubles.

Article 6

La répartition du montant global et forfaitaire de 9.050.000 florins néerlandais prévu à l'article premier, entre les personnes néerlandaises intéressées, est entièrement de la compétence et de la responsabilité du Gouvernement néerlandais.

Article 7

En vue de faciliter au Gouvernement néerlandais la répartition du montant global et forfaitaire, Le Gouvernement polonais, à la demande du Gouvernement néerlandais, fournira - dans la mesure du possible - toutes les informations nécessaires pour permettre l'examen des requêtes des intéressés néerlandais.

Article 8

L'application du présent Accord au Surinam et aux Antilles néerlandaises est soumise à l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, laquelle sera considérée comme accordée tacitement sauf notification contraire du Gouvernement néerlandais au Gouvernement polonais dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 9

Le présent Accord sera soumis à l'approbation des autorités constitutionnellement compétentes. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des notes constatant l'accomplissement de cette condition.

En foi de quoi, les plénipotentaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Varsovie le 20 Décembre 1963 en double original en langue française

POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE
POLOGNE

POUR LE GOUVERNEMENT DU
ROYAUME DES PAYS-BAS

Jr. Hofmaki

G. van Gioten

Traktat

UKŁAD

między Rządem Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej a Rządem Królestwa Holandii, dotyczący odszkodowania za niektóre interesy holenderskie w Polsce.

Rząd Polskiej Rzeczypospolitej Ludowej i Rząd Królestwa Holandii pragnąc uregulować niektóre problemy finansowe między obydwoma krajami, uzgodniły co następuje:

Artykuł 1.

Rząd Polski zapłaci Rządowi Holenderskiemu ustaloną kwotę w wysokości 9.050.000 florenów holenderskich tytułem globalnego i zryczałtowanego odszkodowania za:

- a/ mienie, prawa i interesy holenderskie, dotknięte polskimi przepisami nacjonalizacyjnymi albo przepisami o charakterze podobnym, wydanymi lub wprowadzonymi przed podpisaniem niniejszego układu /zwanymi w dalszym ciągu "przepisami polskimi/;
- b/ wierzytelności holenderskie wobec osób fizycznych lub prawnych w Polsce, których mienie zostało dotknięte przepisami polskimi;
- c/ wierzytelności holenderskie wobec Państwa Polskiego nie objęte pożyczkami publicznymi;
- d/ obligacje polskich pożyczek publicznych i inne obligacje pożyczek polskich emitowane przed r. 1939, wyrażone we florenach holenderskich lub funtach szterlingach, a należące w dniu 1 września 1939 r. i w dniu podpisania tego układu do holenderskich osób fizycznych lub prawnych.

Artykuł 2.

1. W zrozumieniu niniejszego układu za holenderskie mienie, prawa i interesy uważa się mienie, prawa i interesy, które zarówno w dniu wejścia w życie przepisów polskich, które dotknęły ich mienie, prawa, interesy jak i w dniu podpisania niniejszego Układu, należały do holenderskich osób fizycznych lub prawnych.
2. W zrozumieniu niniejszego układu za holenderskie wierzytelności, uważa się wierzytelności powstałe przed dniem 9 maja 1945 r. i należące w tym dniu jak i w dniu podpisania tego Układu do holenderskich osób fizycznych lub prawnych.
3. Niniejszy Układ nie dotyczy avoirów i rachunków bankowych należących do holenderskich osób fizycznych lub prawnych.

Artykuł 3.

1. Uregulowanie kwoty przewidzianej w artykule 1 będzie dokonane drogą wpłat rocznych we florenach holenderskich.

2. Każda wpłata roczna odpowiadać będzie określonemu odsetkowi płatności netto - z wyłączeniem kosztów i usług - przekraczającej kwotę osiemnastu milionów florenów, wpłaconych w ciągu poprzedniego roku kalendarzowego we florenach holenderskich lub walutach wymiennalnych, na zlecenie osób mających miejsce zamieszkania w Królestwie Holandii, tytułem zapłaty za eksport polski do wyżej wymienionego Królestwa, a mianowicie:
 - w wysokości pięciu procent tej części całości wpłat rocznych netto, która mieści się między kwotą osiemnastu a kwotą pięćdziesięciu milionów florenów holenderskich,
 - w wysokości ośmiu procent tej części całości wpłat rocznych netto, która przekracza pięćdziesiąt milionów florenów holenderskich.
3. Wpłaty roczne będą dokonywane na zlecenie Rządu Polskiego przez Narodowy Bank Polski na podstawie danych dostarczonych przez Nederlandsche Bank - Narodowemu Bankowi Polskiemu, w ciągu trzech miesięcy po przedłożeniu tych danych.
4. Wpłaty roczne będą zapisane we florenach holenderskich na dobro rachunku "Odszkodowania - Polska", który będzie otwarty na imię Rządu Holenderskiego w księgach Nederlandsche Bank.
5. Pierwsza wpłata, jaka powinna być dokonana, będzie obejmować okres od pierwszego stycznia do trzydziestego pierwszego grudnia tysiąc dziewięćset sześćdziesiątego trzeciego roku.
6. Ostatnia wpłata będzie obejmować różnicę pomiędzy kwotą wynikającą z artykułu 1 a ogólną kwotą wpłat już dokonanych.

Artykuł 4.

1. Całkowite uregulowanie przez Rząd Polski globalnego i ryczałtowego odszkodowania, o którym mowa w artykule 1, zwolni Państwo Polskie, jak również wszystkie polskie osoby fizyczne i prawne od odpowiedzialności za całość roszczeń holenderskich określonych w artykule wyżej wymienionym.
2. Rząd Holenderski zobowiązuje się nie popierać ani przedstawiać Rządowi Polskiemu roszczeń uregulowanych tym Układem.

Artykuł 5.

1. Po zapłaceniu globalnego i ryczałtowego odszkodowania wymienionego w artykule 1, Rządowi Polskiemu będą doręczone tytuły reprezentujące roszczenia holenderskie uregulowane niniejszym Układem.
2. W przypadku, gdyby Rząd Holenderski nie mógł dostarczyć tytułów, o których mowa w ustępie poprzedzającym, Rząd Polski otrzyma odpowiedni dokument zwalniający, podpisany przez zainteresowaną osobę lub zainteresowane osoby uprawnione.
3. Rząd Polski będzie uważał za ostatecznie uregulowane wszystkie publiczno-prawne roszczenia polskie do zainteresowanych osób holenderskich,

o ile roszczenia te odnoszą się do roszczeń przewidzianych niniejszym Układem.

W szczególności, zainteresowane osoby holenderskie będą ostatecznie zwolnione z wszelkich zobowiązań skarbowych, wynikających z przepisów polskich ustaw i rozporządzeń a odnoszących się zarówno do mienia i interesów, które stanowiły przedmiot przepisów polskich, jak i do odszkodowań, które im przypadają w związku z zastosowaniem tych przepisów. Kwota globalnego i zryczałtowanego odszkodowania jest również zwolniona z wszelkich przyszłych podatków lub obciążeń polskich.

4. Rząd Polski nie będzie mógł zgłaszać publiczno-prawnych roszczeń polskich określonych w ustępie 3 niniejszego artykułu.
5. Poprzeż dni holenderscy właściciele przedsiębiorstw lub nieruchomości, które stanowiły przedmiot przepisów polskich, są zwolnieni z wszelkich zobowiązań powstałych przed wydaniem tych przepisów a ciężących na tych przedsiębiorstwach lub obciążających te nieruchomości.

Artykuł 6.

Podział odszkodowania globalnego i zryczałtowanego w kwocie 9.050.000 florenów holenderskich przewidzianego w artykule 1, pomiędzy holenderskie osoby zainteresowane, należy wyłącznie do kompetencji Rządu Holenderskiego, za który bierze on całkowitą odpowiedzialność.

Artykuł 7.

W celu ułatwienia Rządowi Holenderskiemu przeprowadzenia podziału globalnego i zryczałtowanego odszkodowania, Rząd Polski na prośbę Rządu Holenderskiego, dostarczy - w miarę możliwości - wszystkie potrzebne informacje, które pozwolą zbadać wnioski o odszkodowanie zgłoszone przez zainteresowane osoby holenderskie.

Artykuł 8.

Zastosowanie postanowień niniejszego Układu w stosunku do Surinamu i Antyli Holenderskich uzależnione będzie od zgody Rządów tych krajów, która będzie uważana za wyrażoną milcząco: chyba, że Rząd Holenderski powiadomi Rząd Polski w ciągu trzech miesięcy od daty wejścia w życie tego Układu o decyzji negatywnej.

Artykuł 9.

Układ niniejszy zostanie przedłożony do zatwierdzenia władzom konstytucyjnie właściwym. Wejdzie on w życie w dniu wymiany not, stwierdzających dopełnienie tych wymogów.

Na dowód czego niżej podpisani pełnomocnicy należycie upełnomocnieni, podpisali niniejszy Układ.

Sporządzono w Warszawie dnia 20 grudnia 1963 r. w 2 egzemplarzach w języku francuskim.

Z upoważnienia

RZĄDU POLSKIEJ
RZECZYPOSPOLITEJ LUDOWEJ

Fr. Hofmann

Z upoważnienia

RZĄDU
KROLESTWA HOLANDII

G. van Vloten